

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 364 - 16 juillet au 2 septembre 1982

18^e ANNÉE - 3 F

ROMPRE L'ISOLEMENT DES MASSES PALESTINIENNES

Après avoir été seules devant la répression de l'Etat sioniste en Cisjordanie, les masses palestiniennes se trouvent encore une fois seules face à l'offensive criminelle de celui-ci au Liban. Israël a lancé 160.000 hommes et ses puissants moyens militaires contre les concentrations palestiniennes du Liban avec l'accord final de l'Amérique.

La Russie ? Cette « amie des peuples opprimés », qui en opprime bien d'autres, n'a même pas fait preuve d'« audace » diplomatique. Elle a bien mérité le mépris et la haine que lui vouent désormais les masses arabes.

La France ? Son hypocrisie « socialiste » n'arrive même pas à cacher la continuité de sa politique impérialiste, qui tente de profiter des « crises libanaises » pour maintenir et renforcer sa présence économique, politique et militaire dans la région, ni le fait que la force d'intervention à laquelle elle participe, la FINUL, n'a joué que contre les forces palestiniennes en laissant le passage aux armées sionistes.

L'Egypte ? Ce sont précisément les accords de Camp David, passés par peur de la révolte sociale qui gronde chez elle, qui ont laissé

la voie libre à l'Etat juif pour remplir au Liban son rôle de gendarme de la région.

La Jordanie ? C'est elle qui, il y a 12 ans, lors du Septembre Noir de 1970, noya dans le sang la révolte sociale qui montait des camps palestiniens du pays.

La Syrie ? C'est elle qui en 1976 devança Israël pour massacrer les camps palestiniens du Liban et le prolétariat de Beyrouth. Elle voulait alors affirmer son hégémonie sur le pays et mater la révolte sociale. Et aujourd'hui elle prend la fuite devant l'Etat sioniste pour ne pas compromettre ses efforts dans la répression de ses propres masses exploitées.

L'Irak et l'Algérie ? Ils sont trop occupés chez eux à veiller avec acharnement à assurer leur dictature sur les masses, pour ne pas

regarder avec la plus totale indifférence (sinon avec envie) l'œuvre de « pacification » sociale et politique accomplie par Israël au Moyen-Orient.

Quant à l'allié naturel des masses palestiniennes, le prolétariat arabe et celui des métropoles, le premier, en butte à la répression de ses propres Etats, n'en a pas moins réagi en exprimant de façon ne fût-ce que moléculaire sa haine et son mépris à l'égard de l'indifférence des Etats en place (cela a notamment été le cas en Syrie), tandis que le second est malheureusement pris encore dans les filets de ses directions social-impérialistes, dont l'objectif, malgré leurs protestations platoniques, n'est rien d'autre que le maintien de l'ordre international, au Moyen-Orient en particulier.

La clé de ce tragique isolement des masses palestiniennes se trouve dans la défense enragée de l'ordre politique et social par l'impérialisme et les Etats arabes contre le potentiel subversif des sans-réserves de toute la région

(Suite page 2)

Perspectives de lutte dans les banlieues

Le Monde du 29 juin s'inquiétait d'une montée de la violence et de la contre-violence qu'on peut noter à partir des événements survenus à Chooz (Ardennes), Marseille, Villeurbanne, Mulhouse et Lille.

Si la bourgeoisie s'inquiète d'une telle violence — pourtant aujourd'hui très marginale —, c'est parce qu'elle y voit un présage. Elle montre ainsi sa peur de voir de tels actes faire boue de neige: la casse dans les quartiers, les réactions face aux provocations policières expriment bien le ras-le-bol, l'oppression et le désespoir de toute une frange de travailleurs ou de jeunes qui n'ont jamais pu s'insérer dans le système productif, face à une société qui ne leur offre aucune perspective et qui ne pourra plus rien leur offrir que la provocation du luxe des autres.

C'est parce que la bourgeoisie sait qu'elle ne peut rien changer à ce système que nécessairement elle cherche à étouffer toute révolte. Ce n'est pas facile. La gauche s'est discréditée après des années et des années de gestion dans les banlieues ouvrières. Néanmoins elle connaît bien le terrain et, aujourd'hui au pouvoir, elle essaye de garder à travers de nombreuses associations une antenne sur les quartiers, antenne qui l'ai-

dera à dresser toute une série de pare-feux qu'elle met aujourd'hui sur pied: renforcement de la « vie associative » (avec aide financière...) et de la « concertation » sur les quartiers, antennes administratives sur place (logement, justice, mairie, etc.), ilotage policier et enfin embrigadement des jeunes. Coûte que coûte il faut les occuper, et cela se traduit par toujours plus d'animateurs sociaux, des crédits

(Suite page 2)

DANS LA SIDERURGIE NATIONALISEE

Accidents, licenciements et répression

Le 4 juin 1982 à Usinor-Dunkerque, usine qui a tué depuis 1965 déjà 100 ouvriers, le débordement d'une coulée d'acier a brûlé à mort deux travailleurs, en a blessé trois autres, et aurait pu faire encore plus de dégâts sans l'intervention des travailleurs présents. Accident ? Pas vraiment: il a pris une telle gravité à cause de la modification des podiums entourant la coulée, et ceux-ci n'ont été modifiés, malgré les avertissements, que pour accroître le rendement. Soucieuses de la réputation de l'usine nationalisée et de la paix sociale, la CGT et la CFDT étaient prêtes à étouffer l'affaire. C'est le Syndicat de Lutte des Travailleurs (SLT) qui s'y est opposé, et qui a lancé une grève de protestation dans l'atelier touché et porté plainte devant les tribunaux (le SLT a été constitué par les éléments les plus actifs dans les grèves de 1975 et 1979, exclus successivement de la CGT et de la CFDT).

Quelques jours plus tard, un membre du SLT, Franz Flatschler, par ailleurs témoin de l'accident, était licencié sous prétexte d'avoir été absent le jour de la grève et d'être entré dans l'usine sans permission: les « droits nouveaux » dans les entreprises nationalisées ressemblent étrangement aux vieux interdits contre tous ceux qui déplaisent au patron!

Depuis, cet ouvrier a commencé une grève de la faim soutenue par un comité à Dunkerque. Le 9 juillet, à Paris, une manifestation de soutien réunissait une centaine de travailleurs et de militants solidaires, pour aller réclamer au Ministère du Travail la réintégration immédiate de Flatschler: dans un ministère désert, la délégation reçut les habituelles promesses

d'intervention auprès de l'inspection du travail locale. Officiellement, le PS à Dunkerque se déclare hostile au licenciement (il espère sans doute jouer vis-à-vis du SLT la carte de la récupération). La CGT a protesté du bout des lèvres. Quant à l'appareil CFDT, il est compromis jusqu'au cou dans l'histoire, puisqu'il a soutenu le changement des podiums. Le bonze Deroo, spécialement chargé à Dunkerque de contrer le SLT, « veut sauvegarder le CHS » [Comité d'Hygiène et de Sécurité], les organisations syndicales, l'expression du personnel, et il veut empêcher que des individualités en dehors des institutions récupèrent l'expression des travailleurs à leur profit», lit-on dans le compte-rendu de la séance de juin du CHS! Sur quoi « M. Thueur [le représentant d'Usinor] remercie M. Deroo de son intervention »!

La sympathie des travailleurs d'Usinor s'est manifestée autour de la grève, mais pour prendre une

(Suite page 2)

**LA GAUCHE
FRANÇAISE
ET LA REVOLUTION
ALGERIENNE**
LIRE PAGE 3

**RAPPORTS INTERIMPERIALISTES:
VERS DES CRISES
ET DES HEURTS
NOUVEAUX**
LIRE PAGE 3

Rompre l'isolement des masses palestiniennes

(Suite de la page 1)

Leur peur des masses prolétariennes palestiniennes est d'autant plus forte que dans leur cas l'oppression sociale se double de l'oppression nationale qu'elles subissent dans tout le Moyen-Orient, depuis l'Etat pied-noir d'Israël jusqu'aux Etats du Golfe, en passant par la Jordanie, la Syrie et le Liban (1).

Il y a 9 ans, nous écrivions dans ces colonnes: «Les réfugiés palestiniens ont la force des sans-réserves qui n'ont rien à perdre que les chaînes de l'oppression et de l'exploitation et — se trouvant au point de jonction de la grande masse des fellahs avec le prolétariat naissant — ils renferment une haute charge explosive que toutes les forces de la conservation sociale ont toujours tenté de désamorcer ou de noyer dans le sang, comme récemment au Liban» (2).

L'histoire a poussé à un degré inouï la complémentarité de l'œuvre antiprolétarienne des Etats au Moyen-Orient: il y a 34 ans, la fondation de l'Etat sioniste avait déclenché une guerre des monarchies féodales contre Israël; aujourd'hui c'est la bourgeoisie sioniste qui mobilise ses armées pour essayer de consolider finalement l'Etat libanais, chaînon faible de la région.

Pour ce qui est de la résistance palestinienne, l'OLP a fondé sa stratégie sur des appuis internationaux (la Russie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Irak, etc.): mais aujourd'hui tous ces appuis se dérobent.

Elle l'a fondée sur la négociation avec Israël en vue de créer un mini-Etat en Cisjordanie: son ennemi vient la traquer dans son fief libanais. Elle se réclamait de la lutte armée; mais elle vient de négocier son propre désarmement en vue de sa reconnaissance «politique» par l'Etat juif. Elle est ainsi disposée à laisser seules les masses palestiniennes devant la répression de n'importe quelle armée bourgeoise de la région, après les avoir laissées dans l'isolement face à l'offensive libano-syrienne de 1976 à Tall-el-Zaatar.

Quelle que soit sa décision finale, qu'elle quitte Beyrouth avec ses cadres militaires ou qu'elle y reste, un cycle historique vient de se fermer avec la faillite politique retentissante de l'OLP. D'où la peur de l'impérialisme, notamment français, de voir naître des courants politiques palestiniens se fixant pour but de lutter contre tout le statu quo du Moyen-Orient.

* * *

Les derniers événements ne constituent donc pas seulement la énième répétition d'une tragédie qui revient à échéances régulières et qui résulte des efforts pour consolider la domination bourgeoise contre les masses exploitées palestiniennes (et, au-delà, contre toutes les masses prolétariennes du Moyen-Orient). Ils sont aussi la confirmation éclatante du terrible piège politique que constitue l'OLP pour ces mêmes masses qui, elles, ont à affronter régulièrement l'offensive militaire des Etats, de tous les Etats de la région.

La courbe historique de la bourgeoisie palestinienne a été à l'image de celle des bourgeoisies arabes, avant même la constitution d'un Etat national à elle. La reconnaissance implicite par l'OLP d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza a signifié la renonciation à l'objectif révolutionnaire de la destruction de l'Etat pied-noir d'Israël, fondé sur le privilège juif tout comme l'Afrique du Sud l'est sur le privilège blanc. Elle a été l'aboutissement et la généralisation à l'échelle de tout le Moyen-Orient d'une trajectoire politique qui reniait la révolution, le renversement violent de l'ordre politique existant, et même l'émancipation des masses palestiniennes d'Israël et du Moyen-Orient, de l'oppression nationale. L'OLP en arrive objectivement à reconnaître à Israël ce qu'elle a déjà reconnu aux Etats arabes: la «non-ingérence» dans ses affaires intérieures.

De là sa stratégie politique, basée sur la «pression» et la diplomatie, ses marchandages sordides avec les bouchers arabes des masses palestiniennes et avec l'impérialisme; de là ses négociations en vue d'échanger sa «reconnaissance politique» contre le désarmement des masses de Beyrouth-Ouest; de là son «étrange» passivité lors de la répression sioniste en Cisjordanie.

Pourtant l'OLP elle-même est traquée jusqu'à Beyrouth parce que l'un de ses moyens de pression, l'armement des camps, est une entrave à la consolidation de l'Etat libanais et parce que le gou-

vernement israélien rejette aujourd'hui jusqu'au mini-Etat palestinien.

Et malgré tout l'OLP est congénitalement incapable de pousser en avant une lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat sioniste, parce que cela suppose le renversement de tout l'ordre bourgeois au Moyen-Orient. Dès lors, l'OLP ne peut utiliser l'élan généreux et héroïque et l'armement des masses (dont celles-ci ont besoin pour se défendre contre le cannibalisme des bourgeoisies israéliennes et arabes) que pour négocier des compromis sordides.

La seule voie pour la destruction de l'Etat sioniste et de l'oppression nationale des masses palestiniennes ne peut résulter désormais que du combat pour arracher les masses prolétariennes du Moyen-Orient à l'influence et au contrôle du nationalisme bourgeois et du pan-arabisme. Pour cela il faudra s'appuyer sur l'oppression sociale et même nationale qui pèse sur ces masses pour combattre en vue de la destruction de tous les Etats de la région. Il s'agira pour ces masses de combattre pour la révolution prolétarienne, pour l'instauration de leur propre dictature de classe.

«La vraie "guerre sainte" des masses exploitées du Moyen-Orient contre l'impérialisme et l'Etat sioniste, disions-nous en 1973, sera le prolongement d'une lutte révolutionnaire qui verra le prolétariat et le semi-prolétariat des villes et des campagnes soulever et entraîner les masses des fellahs contre les classes dominantes

arabes et israélienne, défilant du même coup la domination du capitalisme international».

C'est aux révolutionnaires communistes du Moyen-Orient d'œuvrer dans cette perspective historique, et donc de lutter pour arracher les masses palestiniennes à l'influence de l'OLP. Les communistes révolutionnaires des métropoles impérialistes doivent œuvrer, eux, pour que le prolétariat métropolitain (dont la classe ouvrière d'Israël constitue un des prolongements les plus empêtrés dans l'Union Sacrée avec sa propre bourgeoisie) lutte pour affronter à son tour la force criminelle de l'impérialisme et du sionisme, en sorte que la lutte héroïque des masses arabes exploitées contre tout l'ordre bourgeois du Moyen-Orient ne soit plus laissée dans un isolement tragique.

Ce sera là la confirmation vivante et la meilleure matérialisation du programme international de la révolution prolétarienne.
Le 10 juillet 1982

(1) La répartition des Palestiniens par pays en 1981 était la suivante: Israël, 550.800; Cisjordanie, 833.000; Gaza, 451.000; Jordanie, 1.148.000; Syrie, 223.000; Liban, 358.000; Koweït, 300.000; Arabie Saoudite, 137.000; Egypte, 46.000; Irak, 21.000; Emirats Arabes, 70.000; Qatar, 30.000; Oman, 51.000; Lybie, 24.000; divers pays, 247.000.

Le Monde des 15, 16 et 17 juin 1982 donne des renseignements précieux concernant l'oppression nationale qui pèse sur les Palestiniens dans le Golfe.

(2) Le Prolétaire n°152, 11/6/1973.

Accidents et répression

(Suite de la page 1)

forme plus active, elle est freinée par le climat de chantage aux licenciements qui règne dans la sidérurgie. Il importe d'autant plus de ne pas laisser passer le coup sans riposter, car la direction cherche à intimider tous les éléments capables d'organiser une résistance à la restructuration et à l'aggravation des conditions de travail dans l'acier. Nous disons donc:

● Réintégration immédiate de F. Flatischler!

● Contre l'intimidation et la répression des patrons, de droite ou de gauche!

● Défense de la sécurité des travailleurs contre les défenseurs du profit!

Pour contacter le SLT: Centre Social, place de l'Europe, 59760, Grand-Synthe.

* * *

Pendant qu'Usinor frappait à Dunkerque, les sidérurgistes de Denain, débordant les appareils syndicaux, s'en prenaient à la trêve sacrée du sport en arrêtant le Tour de France. Déjà dans une manifestation précédente, ils avaient envoyé quelques flics à l'hôpital. Après la visite de Mitterrand en novembre, qui leur avait promis le maintien de l'emploi, le gouvernement de gauche a continué sur la lancée du précédent: plus de 2.000 emplois supprimés à Denain, fermeture de l'usine de Pompey en Lorraine, 3.000 emplois rayés à Usinor-Longwy, 1.808 pré-retraits à partir de cinquante ans, et le plan qui va être présenté à Bruxelles prévoit 8.250 suppressions d'emplois en 5 ans dans le bassin lorrain. Après tous ses cris de joie sur les nationalisations «garanties pour les travailleurs», la CGT doit reconnaître piteusement que «ce nouveau plan n'est que la reprise intégrale de celui proposé par MM. Davignon et Etchegarry... De ce côté-là, le changement n'a rien

changé» (Le Republicain lorrain du 27/6).

Ce qui n'a pas changé non plus, c'est la duplicité des appareils syndicaux. Le 30 juin, les syndicats ont signé avec le gouvernement le renouvellement de la Convention sociale pour 5 mois. Cette convention donnait aux licenciés et pré-retraités un salaire égal à 75% de leur salaire antérieur: elle a été jetée en travers des mouvements violents de mars-avril 1979 pour les amortir, mais elle était aussi un résultat de cette lutte. Ces messieurs ont cette fois soigneusement préparé leur calendrier: la convention renouvelée expire le 30 novembre, un mois après la fin (supposée!) du blocage des salaires. Ensuite, Auroux prévoit une convention au rabais avec seulement 60% du salaire. Sérions, divisions, avec les conseils avisés des syndicalistes ministériels (Pompey est le fief de Chêrèque, expert CFDT dans l'art de terminer une grève): c'est la méthode du gouvernement de gauche...

La saignée opérée en 1979 dans la population ouvrière en Lorraine a affaibli le potentiel de lutte, et les mouvements antérieurs ont laissé des griefs et des méfiances entre les différentes usines: la grève de 1975 à Dunkerque n'a pas été suivie en Lorraine, la marche sur Longwy qui devait réunir les deux centres de l'acier a été torpillée par les syndicats. La bourgeoisie et les syndicats en jouent déjà pour aviver les oppositions, en présentant Dunkerque comme le bénéficiaire des coupes sombres en Lorraine. Les travailleurs les plus combattifs doivent d'autant plus unir leurs efforts pour surmonter ces divisions, et se concerter par-dessus la bonzerie qui les divise volontairement, afin de lutter ensemble contre les licenciements, pour la réduction du temps de travail, le maintien du salaire intégral pour tous, et contre toutes les intimidations et attaques contre ceux qui veulent lutter.

Perspectives de lutte dans les banlieues

(Suite de la page 1)

pour que les jeunes construisent eux-mêmes leurs futures structures d'ancrage (centres sociaux), des stages permettant de diminuer les rangs des chômeurs mais aussi de les faire bosser à bon marché, des aides pour les vacances, distribuées comme primes de bonne conduite par les animateurs. Enfin — on ne lésine pas sur les moyens — le gouvernement s'occupe des loisirs des jeunes banlieusards, il les promène dans la nature et prévoit même de mettre l'armée à leur service pour des «exercices sportifs».

Naturellement ce vaste plan d'occupation de la jeunesse a bien d'autres objectifs que les loisirs. Il s'agit, puisque tous ne pourront en profiter, d'acheter une partie de la jeunesse et des travailleurs, de diviser la masse des sans-réserves. Pour les uns ce sera l'encadrement social, pour les autres les tabassages légaux et l'emprisonnement préventif. Pour tous, le quadrillage policier pour maintenir une pression sur les quartiers «chauds». Cette division dans un même quartier vient compléter celle des différents quartiers entre eux, que les autorités policières comme municipales ont déjà suscitée, largement aidées en cela par la presse. Par exemple, depuis quelques semaines, au moins en ce qui concerne Lyon et Roubaix (à notre connaissance), certains quartiers sont particulièrement l'objet de provocations policières visant à les «criminaliser» face aux autres cités.

De cette situation, une première exigence surgit: desserrer l'étau oppressif. Il s'agit avant tout de lutter contre les exactions policières, les contrôles d'identité quotidiens, humiliants, vexatoires qui touchent certes les jeunes, mais aussi des

familles entières qui vivent sous un véritable état d'exception. Il s'agit aussi d'empêcher d'agir les hordes racistes anti-ouvrières et anti-jeunes.

Ces besoins sont ressentis par tous sur les cités, pourtant les moyens proposés pour atteindre ces deux objectifs sont divers, et de nombreuses barrières sont dressées contre l'expression de la révolte contre l'ordre établi.

La justice bourgeoise profite de chaque incident (gymkanas, vols de voitures), pour prendre des otages. S'appuyant là-dessus, toute une escouade d'animateurs, travailleurs sociaux, avocats, etc., essaient de donner des illusions sur les recours juridiques et d'éviter ainsi la riposte collective. Les curés en robe ou non, partant de la nécessité ressentie par les jeunes de ne pas laisser leurs camarades emprisonnés dans l'isolement, préchent la tolérance, créent effectivement certains liens mais poussent surtout les jeunes à patienter au frais plus ou moins tranquillement, plutôt que d'offrir des perspectives de protestation face à des conditions de détention accablantes.

Si certains jeunes ont compris qu'ils ont en face d'eux des profs-flics, des animateurs-délateurs, et ressentent la nécessité des tâches d'information ou de contre-information, de liaisons inter-banlieues, bien souvent ils n'arrivent pas à dépasser ce stade de dénonciation (Rock Against Police à Paris, Zaâma d'Banlieue à Lyon). Ceci fait bien sûr des banlieues un terrain de prédilection pour les «libertaires» ou les «autonomes» qui manquent eux-mêmes de perspectives et de persévérance.

Dans ces conditions, notre res-

ponsabilité est d'aider les jeunes à dépasser ce stade, de leur éviter les pièges de la dépendance en utilisant chaque événement pour aider à la création d'un petit réseau d'informations et ainsi petit à petit tisser des liens directs entre jeunes.

Bien souvent aujourd'hui le manque de perspectives empêche toute réaction collective. Par exemple pour la défense de camarades face aux exactions policières ou aux griffes de la justice, nous devons proposer quelques petites initiatives, montrer comment les organiser pratiquement en s'appuyant sur les éléments les plus déterminés.

C'est ainsi que pratiquement nous pourrions démontrer la trahison des faux amis et la nécessité effective de l'organisation et de la lutte directe collective.

La situation peut être extrêmement variée d'une banlieue à l'autre. Il n'en demeure pas moins que dans les années qui viennent les quartiers qui sont le plus souvent à la périphérie des grandes villes deviendront un lieu d'affrontement de plus en plus permanent avec les forces bourgeoises de toutes sortes. Il est donc du devoir des militants révolutionnaires de s'y implanter, d'y mener un travail patient et en profondeur pour faire avancer les luttes immédiates et les perspectives révolutionnaires, comme ils doivent le faire dans les entreprises et tous les lieux de vie prolétarienne.

LISEZ
EL-OUMAMI

RAPPORTS INTERIMPÉRIALISTES

VERS DES CRISES ET DES HEURTS NOUVEAUX

Durant un peu moins de trente ans, après la fin de la seconde guerre impérialiste, le monde est resté sous le domination incontestée d'une sorte de «gouvernement totalitaire international du capital». Les deux principaux vainqueurs du conflit, Etats-Unis et URSS, d'abord alliés sur le champs de bataille, se sont ensuite affrontés chacun à la tête de deux blocs temporairement monolithiques, puis ont dominé ensemble le monde sous le signe de la coexistence pacifique. Durant cette période, ils ont tenu en laisse les Etats mineurs, ainsi que beaucoup d'anciennes grandes puissances, en les privant de toute autonomie et de toute souveraineté et en imposant dans tous les cas leur propre loi.

Du monolithisme au pluralisme

Dans ce cadre, il y avait bien des tensions internes (particulièrement violentes dans le bloc soviétique: il suffit de rappeler, après la défection yougoslave, Berlin, Budapest, Prague et, à plusieurs reprises, surtout Varsovie) de même que des contradictions et même des conflits externes (Corée, Vietnam, etc.). Mais toutes ces tensions étaient plus ou moins contrôlées par les deux gendarmes mondiaux, et même quand elles étaient particulièrement aiguës et prolongées, elles finissaient par être réabsorbées dans le cadre apparemment stable et uniforme d'une «dictature à deux».

Nous avons été les premiers et même les seuls à dénoncer comme inexorable le cours menant à un «plan unitaire d'organisation bourgeoise» (autre face du processus de concentration et de centralisation capitaliste dans l'économie) et à en tirer de nouveaux arguments pour démystifier toutes les perspectives démocratiques, libérales et progressistes. Mais en même

de conflits, de heurts, ou même seulement de tensions, périphériques, qui échappaient non seulement aux prévisions mais même au contrôle de ceux qui naguère étaient les deux seuls protagonistes de la «bipolarité mondiale».

Qu'ils soient hommes d'Etat ou capitaines d'industrie, intellectuels ou praticiens, idéologues ou requins de la finance, les bourgeois assistent donc stupéfaits et impuissants non seulement à l'aggravation générale des déséquilibres économiques, des désordres monétaires, de l'instabilité politique, mais à la multiplication spécifique de cas «scandaleux» d'insubordination de la périphérie par rapport au centre, des petits par rapports aux grands.

Un ordre mondial toujours plus déstabilisé

Le sommet de Versailles a été une confirmation éclatante de cette réalité.

Il y a 26 ans, en 1956, un signe du Département d'Etat américain avait suffi pour que les armées anglaises et françaises s'arrêtent aux portes de Suez, confuses et furieuses d'avoir été frustrées d'une victoire qui semblait à la portée de la main. Aujourd'hui Reagan, décidé à faire la grosse voix avec les Six après les reculs en série de son prédécesseur, est arrivé en fait au château du Roi Soleil contrarié par deux échecs succédant à celui qu'a subi naguère Washington à Téhéran.

L'Amérique n'avait pas intérêt à

l'invasion des Malouines par les militaires argentins. Une fois déclenchée, elle n'avait pas intérêt non plus à un affrontement armé entre ses deux alliées, mais à un règlement de compromis qui lui aurait livré le contrôle militaire des îles. Or les USA n'ont pas réussi à empêcher que le hargneux roquet britannique ruine son plan ni que ces deux puissances relativement «petites» réduisent à néant les projets de la mission Haig. Ils n'ont pas réussi à empêcher Thatcher de prendre le chemin des «Malouines ou la mort» et Galtieri celui de la résistance à outrance, annihilant ainsi les efforts pour réduire au minimum les dégâts causés dans les rapports entre les USA et l'Amérique latine.

Comme si cela ne suffisait pas, Israël — avant-poste précieux mais pas toujours discipliné de l'impérialisme américain au Moyen-Orient — s'est lancé dans l'invasion du Liban sans se préoccuper des fissures que cela pourrait provoquer dans les rapports entre les USA et les Etats arabes, du moins ceux de la tendance «modérée».

Ces deux événements coïncident d'autre part avec une aggravation, ne disons pas des conflits, mais certainement des tensions et même des heurts au sein de la grande alliance occidentale. Ces tensions et ces heurts ne peuvent être masqués par la pompe des déclarations et des communiqués officiels, même s'ils n'ont pas l'apreté et la violence des guerres qui bouleversent aujourd'hui la planète. Ils se traduisent par une hostilité croissante de l'Europe envers la politique monétaire et économique des Etats-Unis, par une résistance croissante de l'Europe à aligner ses rapports commerciaux, financiers et aussi politiques avec l'Est et en particulier avec l'URSS sur ceux que les USA considèrent comme l'idéal — subordination complète de l'Europe aux vicissitudes des relations soviéto-américaines —, et par une velléité croissante de l'Europe d'assurer son autonomie diplomatique dans des cas comme ceux des Malouines et du Liban aujourd'hui,

d'hui, de l'Iran ou de l'Afghanistan hier.

Vers de nouvelles catastrophes

Il serait sans doute antidialectique, et donc faux, d'oublier que, dans le cours tumultueux du capitalisme, les tendances centrifuges à la décentralisation alternent et s'entrecroisent avec une tendance centripète à la centralisation. En dernière analyse, c'est-à-dire à la longue, c'est cette dernière qui l'emporte, en fauchant à nouveau les petits dont elle avait non seulement toléré mais favorisé — toujours objectivement — la croissance, et en reproposant, contre le pluralisme désordonné des nombreuses petites unités, le monolithisme ordonné de la grande unité centrale.

Il serait donc stupide d'oublier que le dollar reste, malgré toutes ses oscillations, la monnaie souveraine; que les taux d'intérêt américains continueront à grimper comme bon leur semble; que le sacro-saint égoïsme de Washington en matière de devises, de finances et d'économie (symétrique d'ailleurs de l'égoïsme de Londres, de Bonn, de Paris, de Rome et du plus haï de tous, celui de Tokyo) ne cessera pas de faire valoir ses droits et d'imposer ses diktats; que le Pentagone a toujours en réserve son «big stick», son «gros bâton», prêt à s'abattre sur le dos aussi de ses amis.

Il serait stupide enfin d'oublier que l'Europe est bien soucieuse de «marcher sur ses propres jambes», mais qu'elle est déchirée par trop de contradictions internes pour parler d'une seule voix et s'opposer durablement et directement au maître du marché mondial des capitaux. Au contraire, elle a déjà donné des preuves suffisantes de docilité pour qu'on puisse croire que, dans le danger, elle finira par se reprécipiter — au cas où elle s'en serait éloignée — sous l'aile ou le parapluie de Washington. Et cela vaut à plus forte raison pour les membres petits et très petits du noble «concert» des Nations.

(Suite page 4)

L'INDEPENDANCE ALGERIENNE A 20 ANS

La gauche française et la révolution algérienne

L'indépendance algérienne, dont on célèbre aujourd'hui le vingtième anniversaire, a porté des fruits amers. Les masses prolétariennes et exploitées, qui ont donné un million et demi de morts, subissent aujourd'hui la pire des dictatures bourgeoises. A ceux qui font la fine bouche devant les luttes d'émancipation nationale et qui tirent la conclusion qu'«il ne fallait pas se battre» nous répondons que dans ce processus tragique c'est la dégénérescence stalinienne du mouvement ouvrier de la métropole qui porte la plus grande responsabilité.

C'est parce qu'il n'a pas existé un soutien massif de la part du prolétariat français, c'est parce qu'il n'a pas existé un parti communiste révolutionnaire et internationaliste en France capable de promouvoir ce soutien, que les masses algériennes ont été poussées dans les bras de directions bourgeoises et dépouillées de leur victoire. L'existence d'un parti et d'une action internationaliste authentique du prolétariat d'ici aurait créé des conditions positives pour que les masses d'ouvriers et de fellahs, en gardant leur indépendance de classe, puissent disputer à la bourgeoisie algérienne les fruits de la victoire.

Il est donc utile, pour clouer les ennemis du prolétariat à leurs responsabilités, de rappeler certains faits concernant la politique du PC et du PS français, aujourd'hui grands amis du régime bourgeois issu de la guerre d'Algérie.

La politique du PCF, internationaliste en paroles, est marquée en fait par le plus répugnant chauvinisme impérialiste. Le fondement théorique en est le messianisme euro-

péen. La «révolution» doit commencer dans les métropoles: que les peuples asservis attendent que le prolétariat français se mette en mouvement! Ils atteindront alors au bonheur «socialiste» sans besoin de passer par l'indépendance.

Dans les faits, ceci revient à justifier l'union avec la métropole, c'est-à-dire l'asservissement colonial. Dans son discours d'Alger, le 11 février 1939, Thorez affirme: «Il y a une nation algérienne qui se constitue dans un mélange de vingt races» (*). Autrement dit, l'Algérie serait un creuset où se mélangeraient Européens et Musulmans sans prédominance des uns ou des autres. La conséquence de cette analyse est qu'il faut repousser la revendication d'indépendance, au moins jusqu'à ce que la «nation algérienne» soit formée... en bonne entente avec la métropole.

Thorez le dit tout net: «Oui, nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes le droit au divorce, mais pas l'obligation du divorce. J'ajoute même que dans les conditions historiques du

moment [la veille de la guerre impérialiste], ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française.» Celle-ci a besoin de chair à canon!

L'«Union française» figurera dans la Constitution de 1946, approuvée par le PC et le PS: couverture hypocrite du maintien du colonialisme. Entre temps le PC et le PS portent entièrement la responsabilité du massacre de Sétif du 8 mai 1945. L'«Humanité» renchérit même sur les «camarades ministres» en appelant au renforcement de la répression: «Il faut châtier rapidement et impitoyablement les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute» (L'Humanité du 12 mai 1945). Ceux-ci sont traités d'«agents hitlériens» et d'«autres agents [...] au service de l'impérialisme fasciste» (Alger Républicain du 12 mai 1945). D'ailleurs le procureur militaire qui requiert contre les militants interpellés au cours des émeutes distingue soigneusement entre PCA et PPA (le parti de Messali Hadj), puisque le premier cherche «à préserver la souveraineté française en Afrique du Nord» (L'Echo d'Alger, 7 août 1945).

A la suite de l'insurrection de 1954, le Bureau Politique du PCF dénonce les violences contre le mouvement national algérien, mais il condamne dans la même foulée la lutte armée que ceux-ci mènent: «En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti

Communiste Français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu despires colonialistes. même s'ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense des droits». Et de préconiser «une solution conforme à la volonté ou à l'intérêt de l'ensemble des hommes et des femmes vivant en Algérie» et «assurant la défense des intérêts de la France»... Quant au PCA, il se rapprochera par la suite du nationalisme algérien, mais au prix d'une érosion de ses effectifs européens. Ceci n'empêchera pas que l'analyse du PCF sur l'Algérie continue d'être fortement influencée par la communauté européenne.

Le PS est au pouvoir au moment du déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. Mitterrand, ministre de l'intérieur, envoie immédiatement le contingent, afin de «préserver l'unité de la nation» (débat parlementaire du 11 décembre): «Des Flandres au Congo, partout la loi s'impose, et cette loi est la loi française» (discours du 12 novembre 1954). Envoi du contingent, timides réformes, torture en masse: telles sont les trois composantes de la politique du gouvernement PS en Algérie. Le 12 mars 1956, Guy Mollet obtient du Parlement des pouvoirs spéciaux pour «régler» la question algérienne, et le PCF s'associe à ce vote, ce qui ne sera pas sans provoquer un certain désarroi chez plusieurs de ses militants.

L'attitude des deux partis va cependant évoluer à la suite des réactions suscitées par la guerre dans des franges du contingent et des civils, y compris chez des mili-

(Suite page 4)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:
La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

A l'occasion du 20^e anniversaire de l'indépendance algérienne El-Oumami a publié un numéro double spécial:

**1962-1982:
BILAN
D'UNE
INDEPENDANCE**

5 F. Commandes au Prolétaire

**PROCHAIN NUMERO:
2 SEPTEMBRE 1982**

Rassemblement devant l'ambassade d'Algérie

Appelé par le Collectif algérien d'unité d'action et par le comité RIPRA (Riposte à la Répression en Algérie), le rassemblement a commencé vers 18h30 sous le signe de l'hésitation. Au métro Kléber, une petite manifestation s'est formée pour se diriger vers l'ambassade d'Algérie, la marche était silencieuse et sans enthousiasme malgré les banderoles où l'on pouvait lire: «Libérez les détenus politiques

en Algérie»; «Libertés démocratiques en Algérie»; «Egalité des droits entre les hommes et les femmes».

Devant l'ambassade, il y avait à peine 100 personnes, essentiellement des militants du CTA (Comité de Travailleurs Algériens), du Comité de refus du code de la famille, de l'ASEAF (Association des Etudiants Algériens en

France), de l'OST (Organisation Socialiste des Travailleurs), de l'ATAF (Association des Travailleurs Algériens en France) et des militants et contacts de RIPRA.

Il n'y eu aucune intervention du Collectif expliquant ce rassemblement, seul un appel à rejoindre ce Collectif en donnant l'adresse a été fait. Ce rassemblement, bien que parti d'une juste initiative a donc été assez peu combatif. Notons

que lors du meeting du 3 juillet, le FFS n'a même pas appelé au rassemblement et que l'annonce du rassemblement n'a été faite qu'à la fin du meeting, qui a rassemblé jusqu'à 600 personnes, alors que de nombreux travailleurs avaient quitté la salle.

Nous avons toujours pris et soutenu des initiatives pour lutter contre la répression en Algérie mais une fois de plus, cela justifie notre préférence pour des initiatives, même minoritaires, sur des bases claires, avec les méthodes de l'action directe, en ne comptant que sur la mobilisation des travailleurs et des jeunes dans l'immigration.

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LA REVOLUTION ALGERIENNE

(Suite de la page 3)

tants communistes et socialistes. Dès lors, leur politique sera à double face: soutien au nationalisme algérien de la part de militants individuels à la base (qui se chiffrent d'ailleurs par unités), attitude ambiguë et oscillante de la part du sommet.

C'est ainsi qu'en mai 1956 Pierre Mendès-France et Alain Savary démissionnent du gouvernement et que le 6 juin le PCF s'abstiendra du vote de confiance. D'autre part, l'Humanité ne dit mot de l'emprisonnement d'Alban Liechti, jeune communiste condamné le 12 novembre 1956 pour avoir refusé de partir à la guerre. Cependant, en juillet 1956, le PCF met au rencart le concept d'«union française» et en février 1957 il annonce brusquement que la «nation algérienne» a terminé sa gestation. Maurice Thorez proclame: «Et maintenant, en accord avec l'histoire, avec la vie qui se développe et qui avance, nous avons modifié notre formule et nous parlons à juste raison du fait national algérien, de la nation algérienne constituée». Parallèlement, l'Humanité va rompre le silence sur les jeunes adhérents du parti emprisonnés pour fait de désertion (ils seront 26 en février 1959): le 30 septembre 1957, 14 mois après son arrestation, le journal réclame la libération d'Alban Liechti. Et puis le PCF se solidarise à présent avec «les Algériens d'origine européenne, parmi lesquels les communistes algériens, qui participent aux combats pour la libération de leur patrie» (Les Cahiers du communisme, février 1957). Cependant le 27 octobre 1960, encore, Thorez et Frachon désavouent un meeting syndical contre la guerre d'Algérie tenu à la Mutualité, provoquant une crise grave au sein de l'Union des Etudiants Communistes.

De toute façon, cette évolution ne s'accompagne pas d'un engagement pratique. Quelques mois avant les accords d'Evian, le 8 février 1962, la manifestation de Charonne, où plusieurs militants du PC et de la CGT seront tués, sera essentiellement une manifestation anti-OAS.

antifasciste, et non pas d'opposition frontale au gouvernement De Gaulle. Et d'ailleurs si la répression du métro Charonne suscite quelques jours plus tard une manifestation monstre de 500.000 personnes, la répression bien plus massive et tragique de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, qui a fait 600 morts et 11.500 arrêtés, est, elle, tombée dans un silence quasi-total de la part de la gauche officielle et des syndicats.

Contrairement à ce que prétendent actuellement PC et PS, il n'y a donc jamais eu de leur part un soutien massif à la cause de l'indépendance algérienne. Ils sont passés de la participation directe à la répression à la revendication de la «paix en Algérie» et au soutien platonique au FLN. Un point c'est tout.

Cependant, s'il n'y a pas eu un soutien de masse du prolétariat français à la révolution algérienne, du fait de la politique social-impérialiste de ses chefs, la guerre n'a pas été sans susciter des réactions dans des franges minoritaires, qui ont apporté un appui réel, montrant ainsi que la responsabilité de l'isolement des combattants algériens retombe entièrement sur les parti social-chauvins.

En septembre-octobre 1955, dans plusieurs villes de France, des manifestations opposent des rappelés du contingent qui refusent de partir, et qui sont parfois soutenus par des groupes d'ouvriers, à la police. Les affrontements, violents, durent plusieurs heures. Des comités se forment, regroupant des catholiques (y compris des prêtres), des communistes oppositionnels, des trotskystes et des membres de la «nouvelle gauche», qui s'est constituée en 1954 autour de Claude Bourdet et de Gilles Martinet et qui confluera plus tard dans le PSU et le nouveau PS. Il y aura surtout, à partir d'octobre 1957, le fameux réseau Jeanson-Curiel, qui s'occupera de fournir au FLN des planques, des voitures, et assurera le transport des fonds.

Ce réseau est formé surtout d'intellectuels, d'artistes, de quelques

curés. De même le manifeste des 121, en septembre 1960, qui justifie la désertion et l'aide aux militants algériens, est signé par des écrivains, des universitaires, des gens du spectacle. On comprend qu'il se soit ainsi créé une habitude, dans la mémoire collective des Algériens de l'émigration, et que les travailleurs émigrés en lutte au cours de ces dernières années aient souvent été tentés de s'adresser à ces mêmes couches pour trouver un appui qui leur était refusé par les syndicats et les partis «ouvriers».

Mais l'histoire n'a pas avancé en vain. La transformation bourgeoise de l'Algérie a engendré un prolétariat nombreux, vigoureux et combatif, dont l'élan dépasse largement son cadre national, le transmettant au cœur même l'Europe impérialiste. Ces dernières années, la classe ouvrière algérienne s'est portée à l'avant-garde de la lutte contre le capitalisme international.

C'est aux prolétaires de la métropole de ne pas laisser seuls encore une fois leurs frères de classe dans

la lutte contre l'ordre établi. Il s'agit là d'une clé de voûte de l'émancipation internationale de la classe ouvrière. Car la révolution communiste dans les métropoles sera l'œuvre commune du prolétariat «autochtone» et immigré (qui constitue les 20% de l'ensemble de la classe ouvrière); et la révolution prolétarienne dans la périphérie capitaliste aura non seulement besoin de l'aide matérielle de la révolution dans les métropoles pour réussir les transformations socialistes, mais encore de la mobilisation ouvrière ici pour paralyser l'intervention criminelle de l'impérialisme.

Pour la mise en œuvre de ce programme international, le prolétariat européen et maghrébin doit retrouver la voie de son indépendance de classe. C'est à cela que nous travaillons internationalement.

(*) Cité par Hervé Hamon et Patrick Rotman, Les porteurs de valises (La résistance française à la guerre d'Algérie). Aolin Michel, 1979, p.21. Les autres données de fait de l'article sont tirées également de cet ouvrage.

Contre la répression en Autriche

Devant la menace que fait peser sur sa domination la reprise, même embryonnaire, de la lutte de classe dans tous les pays, la bourgeoisie se blinde. En Autriche par exemple la social-démocratie au pouvoir prépare une révision de la loi concernant les partis politiques. L'article 2 du projet de loi prévoit de déclarer anticonstitutionnels «tout parti ou organisation dont le programme ou le comportement de ses membres serait contraire au traité d'Etat de 1955 concernant la reconstitution de l'Autriche indépendante et démocratique».

Ce projet de loi s'inscrit dans toute une série de mesures destinées à renforcer la défense de l'ordre, dont l'installation d'unité

spéciales anti-terrorisme et anti-émeutes.

Dans une lettre ouverte adressée «Aux organisations révolutionnaires de tous les pays» le Groupe Kommunistische Politik écrit: «Il va de soi qu'un tel changement, comme l'a déjà fait entendre le parti socialiste dans son organe central, l'Arbeiterzeitung, frapperait surtout notre organisation, l'Internationalistische Kommunistische Liga et la Kommunistische Organisation Wien».

Comme partout, et indépendamment des régimes politiques et des partis gouvernementaux, en Autriche aussi se pose le problème de la solidarité de classe contre la répression bourgeoise.

PERMANENCES DU PARTI

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles:** Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers:** vente le samedi, tous les 15 jours, de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc, soit les 17 et 31 juillet (la permanence ne sera pas assurée en août). En septembre la permanence aura lieu le 17 et le 31.

● **A Caen:** Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **Grenoble:** vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 3, 17 et 31 juillet, etc.

● **Au Havre:** vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Laval:** vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille:** tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon:** 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 10 et 24 juillet, 7 et 21 août, etc.

● **Au Mans:** vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Nantes:** vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30. (la permanence ne sera pas assurée en août).

● **A Paris:** 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen:** vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix:** vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg:** vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse:** vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 10 et 24 juillet, etc.

● **A Valence:** vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 4 et 18 juillet, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne:** tous les samedis de 10 h à 12h. 12 rue du Pont, atelier de rez sup.

● **A Genève:** tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier»

Abonnements:

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charanton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52928

Contre l'intervention française au Liban !

L'impérialisme français vient de proposer l'envoi de ses troupes à Beyrouth, soi-disant pour «séparer les belligérants». Derrière son langage «socialiste» hypocrite et «humanitaire», il veut défendre avec bec et ongles sa présence militaire, économique et politique dans ce pays. Il ne vise pas moins à collaborer avec Israël et la bourgeoisie libanaise à sa façon au désarmement des camps palestiniens et à la restauration de l'Etat libanais.

Le seul point qui le distingue d'Israël est de vouloir sauver la face de l'OLP afin d'éviter son débordement par les masses palestiniennes.

C'est aux militants révolutionnaires d'arracher le masque hypocrite et infâme de la «gauche» française et de se mobiliser contre cette (énième) aventure militaire de la France contre nos frères de classe du Moyen-Orient !

(Suite de la page 3)

Mais tout ceci n'empêche pas que, dans l'immédiat, tout nouvel accroissement dans la trame des rapports entre Etats aggrave un processus de déstabilisation que les intentions ou la volonté des individus ne peuvent conjurer. Les brèches provoquées par la série d'ébranlements qui se produisent dans la charpente apparemment si solide dont le monde capitaliste dominé par Washington s'était doté à la suite de la guerre sont donc destinées à devenir de jour en jour plus profondes.

Ceci n'empêche pas que le désordre ou même le chaos dans les rapports internationaux apparaisse

comme toujours plus incontrôlé et incontrôlable et ses évolutions toujours plus imprévisibles et que le premier à en ressentir les sinistres conséquences soit le pilier dont dépend la stabilité générale du système, c'est-à-dire précisément les Etats-Unis. Tout ce que nous avons dit n'empêche pas que à plus long terme le processus de nouvelle élimination des petits, quand il se produira, doit prendre des formes et des aspects d'autant plus catastrophiques que les tendances centrifuges se seront davantage manifestées entretemps, que les «petits» auront grandi et que les «faibles» se seront renforcés, jusqu'à ce que le «coup de faux» coïncide avec le coup de massue d'une

guerre générale, lorsque la poussière des puissances petites et moyennes se sera polarisée autour d'une poignée de grandes puissances ou d'un binôme de supergénéralistes.

Il est donc vrai que les fissures qui s'ouvrent plus ou moins spectaculairement dans l'ordre capitaliste international provoquent des tendances qui vont vers la catastrophe du massacre mondial. Mais il est tout aussi vrai que dans leur sillage mûrissent les conditions de l'explosion formidable des tendances opposées: celles qui vont vers la reprise à grande échelle des luttes de classe, vers la guerre civile et la révolution prolétarienne, conditions indispensables pour

l'avènement d'une paix véritable.

C'est dire le néant de la perspective donnée dans certaines des manifestations de cette année contre la guerre, où l'on présente comme une garantie de paix la réalisation d'un utopique «équilibre» entre les nations, ou le renforcement de «l'autonomie» des puissances moyennes pour faire contre-poids aux USA. Le cours des rapports interimpérialistes depuis l'après-guerre ôte tout fondement à ces rafistolages.

Au contraire, nous saluons la rupture inéluctable des infâmes équilibres issus de la seconde guerre et de la seconde paix impérialistes !

VERS DES CRISES ET DES HEURTS NOUVEAUX